

LES RIVERAINS DE LA PLATE-FORME

« On vit sur une poudrière »

Les Carlingeois et les Spitellosis, qui vivent au pied du complexe industriel, sont fatalistes. S'ils déplorent la mort de deux jeunes ouvriers, ils savent que travailler sur un site classé Seveso 2 peut générer des risques majeurs. Ils livrent leurs sentiments.



15 h mercredi 15 juillet : une explosion survient au niveau du vapocraqueur n°1 du site chimique de Carling, sur un four à vapeur. Bilan : deux morts et six blessés. « Le vapo 1 n'est pas vétuste, selon la direction de l'usine, il a subi une révision complète en 2007 et son état avait été jugé excellent ».

Les dégâts en images



Le haut du surchauffeur, four à vapeur du vapocraqueur, totalement éventré par l'explosion.



Toutes les briques réfractaires qui tapissaient l'intérieur du four sont tombées sur les opérateurs occupés au pied du vapo.



Christian Estrosi, ministre de l'Industrie et Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat aux Risques industriels, étaient dès 20 h mercredi sur les lieux du drame et ont tenu à saluer l'action des pompiers locaux.

Hier après-midi, une chape de plomb s'est abattue sur les communes de Carling et L'Hôpital construites à l'ombre des vapocraqueurs de la plate-forme chimique. Peu de monde dans les rues écrasées de soleil, mais dans les commerces ombragés aux rideaux tirés ou rafraîchis par un système de climatisation, les conversations vont bon train. Patrons et clients discutent tous du même sujet : la violente explosion survenue sur un surchauffeur mercredi après-midi et qui a coûté la vie à deux jeunes de 20 et 28 ans, blessé six ouvriers et choqué onze autres.

La population est unanime : la mort, toujours inacceptable, est particulièrement cruelle quand elle frappe deux hommes dans la force de l'âge, qui avaient toute la vie devant eux. « Quand on sait que ce sont des jeunes de cet âge-là, cela retourne », résume Magali Hermann, de Carling. Pascal De Greeuw, gérant du Bistrot à Carling, ajoute : « Au moment de l'accident on était sur l'autoroute. En rentrant à la maison, mon fils m'a dit qu'il s'était passé quelque chose sur la plate-forme. J'ai appris la nouvelle en regardant la télé. Les pertes humaines, c'est toujours dramatique ». Magali renchérit : « La plate-forme, elle fait toujours parler d'elle. Ces derniers temps, on évoque les suppres-

sions d'emplois, mais ici, c'est encore plus dramatique ».

Un jour, cela cartonnera

Jean-Claude Pater, de passage à la boulangerie Le blé bleu à Carling, dit qu'au moment de l'explosion il n'a rien entendu. « J'étais sur mon tracteur, rue des Jardins ». Quand il en est descendu « tout le monde m'a prévenu ». Le drame lui rappelle qu'il habite dans une zone sensible : « Cela fait peur. Un de ces jours cela cartonnera comme il faut ». Edda Victori, domiciliée rue des Jardins à L'Hôpital, est fataliste : « On vit sur une bombe, mais on est habitué. En été, on doit laisser les fenêtres fermées. On entend constamment des bruits, comme ceux que font les avions et souvent cela pue. Je n'ai qu'une chose à dire aujourd'hui : les pauvres jeunes ! ».

Pascal De Greeuw se pose des questions sur la sécurité du site : « Le fait de réduire constamment le personnel a-t-il des conséquences sur l'entretien des équipements ? ».

Des métiers exigeants

Georges De Maestri, de Ham-sous-Varsberg, analyse : « On voit les effectifs baisser ; des jeunes sont mis en place sur des métiers très exigeants ». Il s'interroge sur leur expérience.



Jean-Claude Pater : « Cela fait peur ! »



Geneviève Cotte : « C'est dramatique ».



Mercredi soir, Christian Estrosi, ministre de l'Industrie, Philippe Leroy, président du conseil général et le député-maire de Saint-Avold André Wojciechowski, visitent le site de Total Petrochemicals.

« Ces métiers s'apprennent sur le terrain, au contact de personnes expérimentées. J'ai lu que le compagnon qui encadrerait le jeune ouvrier de 20 ans n'avait que 28 ans. Cinq ans de compagnonnage, c'est beaucoup et c'est peu. Il n'a pas nécessairement été souvent placé dans

cette situation de travail ». Ce Hamois affirme : « Quand Total réalise 14 milliards d'euros de bénéfices, il n'a pas le droit de faire des économies sur le personnel ».

Georges Fratoni, un Spitellosis, estime que dans la région naborienne, on est pris entre le mar-

teau et l'enclume : « Cet accident, c'est malheureux, c'est grave. On sait qu'on vit sur une poudrière. Pour que ces drames n'existent pas, il faudrait que toute l'activité économique s'arrête. On sait bien que ce n'est pas possible. Il faut vivre avec le risque ».



G. Fratoni : « Des drames mais de l'emploi ».



Georges De Maestri : « Des métiers exigeants ».



Pascal De Greeuw s'interroge sur la sécurité.

A L'USINE

« On ne parle que de ça »

A la sortie du poste du matin, des salariés de la plate-forme témoignent.

Alors que Christophe de Margerie promettait, devant les syndicats, que le vapo 1 allait bien redémarrer, c'est la morosité qui régnait à la sortie du poste du matin, hier, aux portes de l'usine. Les salariés de la plate-forme sont marqués par cette catastrophe, sans doute la plus grave depuis la construction du site en 1947.

Michel Alcaraz, de Laning, 30 ans de plate-forme chimique au compteur, est

marqué : « Je n'étais pas en poste au moment du drame mais je travaille habituellement à 100 mètres à peine du vapo. C'est un collègue qui m'a prévenu vers 17 h. C'est terrible car ce sont des jeunes qui ont été tués. C'est la morosité sur le site. On connaît déjà de graves problèmes avec les suppressions d'emploi. Et là, un accident en plus... c'est rude. En 1988, il y avait eu un mort dans l'atelier où je travaillais. Cela



Michel Alcaraz, de Laning, 30 ans de plate-forme : « J'avais déjà connu l'accident de 1988 ».



Jonathan Braun, de L'Hôpital, qui n'était en poste au moment du drame, a été prévenu par texto via le système de téléalerte de la mairie de sa commune.

rappelle de mauvais souvenirs ».

Jonathan Braun, de L'Hôpital, n'était pas non plus en poste lors de l'explosion. Il a été prévenu par texto grâce au système de télé-alerte mis en place par la mairie de L'Hôpital. Cela lui a fait un choc, évidemment. : « On ne parle que de ça au boulot depuis. Même si on ne travaille pas pour TPF mais pour Protel, ça nous concerne, évidemment. En plus,

ce sont des garçons de ma génération qui sont morts. J'ai 28 ans ».

Gaston Serra, de Forbach, salarié Arkema, était sur le site lorsque l'explosion est survenue : « J'ai entendu le grand boum, évidemment et j'ai senti la secousse. J'étais à 150 mètres environ des lieux, dans un bâtiment. J'ai vu qu'ils installaient un cordon de sécurité ».

Textes : Marie-Claire FÖLL et Stéphane MAZZUCOTELLI.
Photos : Sylvie GIRARDIN et Thierry SANCHIS.

CGT : le pavé dans la mare

Jusqu'à 15 h, les réactions syndicales ont surtout tourné autour du soutien aux familles des victimes et du recueillement pour les disparus. La CFDT exprime « sa solidarité et son émotion ». Les membres du syndicat se disent d'autant plus affectés qu'une des deux personnes tuées, Jérôme Grifoul, 29 ans, était un jeune adhérent de la CFDT. La CGC fait part de sa consternation et de sa tristesse après « ce drame incommensurable et incompréhensible ». La CFCT se dit profondément « choquée ». Et ajoute : « Aujourd'hui, dans la douleur et la dignité, le temps est au recueillement et à la solidarité, mais rapidement viendra le temps où il faudra obtenir toute la lumière sur cet accident ».

Mais, au moment où Christophe de Margerie, patron du groupe Total, rencontrait les syndicats à Carling, la CGT a finalement jeté un pavé dans la mare. Dans une déclaration devant le PdG du groupe, le syndicat affirme que « l'accident ne se serait pas produit si cette unité disposait d'équipements de même niveau que le vapo 2 en cours de démantèlement ». La CGT fait référence à un dispositif de « redémarrage automatique » qui existe sur certaines installations mais pas sur le vapo 1 qui doit être redémarré manuellement. La CGT fait aussi le parallèle avec le contexte social : « Cet accident a lieu sur un site fortement impacté par les choix financiers. La politique financière, la politique du pire. Il y a urgence à imposer d'autres choix économiques, sociaux qui permettent de sécuriser nos vies, nos emplois ». Antoine Casula, responsable de l'Union locale CGT, confirme : « Il n'y a pas de fatalité. Sur ce site, les salariés sont à cran parce qu'ils ne savent pas ce que sera l'avenir de leur usine. Ils ne sont pas démotivés mais déstabilisés par les suppressions d'emplois ». A la CGC, on refuse d'entrer dans ce débat : « La polémique n'a pas sa place en cette période difficile d'autant qu'une enquête judiciaire est en cours ». A la CFCT, on considère que « la compétitivité a certainement un coût humain et nous posons la question : Cet accident en fait-il partie ? »

« La Lorraine meurtrie »

• Gaston Adier, maire de Carling : « Ma première pensée est pour les victimes car les salariés sont toujours en première ligne dans ce type d'accidents. De plus, ce sont deux très jeunes, âgés de 20 et 28 ans, qui sont morts dans cette catastrophe ». L'élu pense que ce drame hypothèque encore plus l'avenir de la plate-forme chimique : « Cet accident rajoute encore à la sinistrose actuelle. Le vapo 2 est en cours de démantèlement. Maintenant, le vapo 1 est à l'arrêt pour une durée indéterminée. Quelles perspectives d'avenir restent pour la plate-forme ? ».

• Gilbert Weber, maire de L'Hôpital, se déclare « consterné et partage la peine des familles des victimes ». Ce drame l'interpelle sur deux points. En matière de sécurité tout d'abord, il n'exprime aucune inquiétude « car l'industriel fait tout pour éviter les incidents ». Dans le domaine de l'information, il tire en revanche une nouvelle fois la sonnette d'alarme : « A nouveau, la commune de L'Hôpital n'a pas été prévenue de l'existence du drame alors que Bruno D'Antonio, adjoint à l'Environnement, était présent en mairie. L'industriel et les services de l'Etat sont restés muets ». L'élu s'interroge : « A quoi servent les réunions Clis et Clic, au cours desquelles on prône l'information, la concertation, le dialogue, car quand quelque chose de grave se passe, personne ne réagit ». Le téléphone portable de Gilbert Weber n'a pas vibré « alors que parfois pour des faits mineurs et c'est normal on me réveille en pleine nuit ».

• Aurélie Filippetti, députée de Moselle, fait part de sa « compassion et apporte son soutien aux familles des deux jeunes opérateurs décédés et des autres salariés blessés dans l'explosion. Maintenant, nous attendons les explications des raisons de ce drame et nous serons très vigilants sur les mesures et les décisions qui seront prises par Total et les pouvoirs publics ». Pour elle, « cet accident renforce l'inquiétude quant à l'avenir du site, qui subit déjà des plans sociaux et fragilise encore plus le département tout entier ».

• Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional : « Au nom de la Région Lorraine, j'apporte mon soutien aux familles des victimes de l'explosion. Mes pensées vont également aux proches des salariés blessés, ainsi qu'à l'ensemble du personnel de la société et de ses sous-traitants ». Pour lui « Au-delà de la filière chimie et d'un bassin d'emploi, c'est toute la Lorraine qui est meurtrie par cette catastrophe ».

Une saison en Moselle



CHATEAU DE MALBROUCK
Exposition
« Splendeurs de l'Empire »
Jusqu'au 31 août

Plus de 300 pièces, de la Fondation Napoléon et de prestigieuses musées, vous transportent au cœur de l'époque impériale. Le dimanche 19 juillet, spectacle « Si Malbrouck m'était conté ». Eric Deglin vous racontera pourquoi l'armée de Malbrouck, rassemblée à Meinsberg en 1705 pour envahir la France, s'est repliée sans combattre.

Renseignements au 03 87 35 03 87 et sur www.chateau-malbrouck.com

CAC SYNAGOGUE DE DELME
Exposition Gianni Motti
jusqu'au 13 septembre



Gianni Motti n'hésite pas à nous projeter aux confins de nos préjugés et de nos idées reçues, sur l'art, la politique, la science, la religion, l'économie...

Son projet pour la synagogue de Delme constituera le deuxième temps d'une double exposition, conçue en partenariat avec le Centre d'art de la Ferme du Buisson, à Marne la Vallée.

Horaires : du mercredi au samedi de 14h à 18h, le dimanche de 11h à 18h
Renseignements au 03 87 01 35 61 et sur www.cac-synagoguedelme.org

La Sarre à contes

16 juillet au 16 août 2009



Pour la 7ème édition de ce festival itinérant, des rendez-vous culturels insolites sont lancés aux amateurs de spectacles vivants comme autant d'invitations festives et conviviales. Théâtre, art du cirque, opéra, danse, comédie d'art, humour, concerts... prendront place dans des théâtres éphémères, installés pour l'occasion, dans des sites naturels, historiques, patrimoniaux ou industriels, publics ou privés, à découvrir en bord de Sarre.

Tarifs : entrée libre ou 6€ selon spectacles (3€ demi tarif)
Renseignements au 03 87 07 68 80 et sur www.lasarrecontes.fr

Conseil Général de la Moselle

animer, organiser, vibrer...



Hôtel du Département
1, rue du Pont Moreau - 57036 Metz Cedex 1
Tél. 03 87 37 57 57 / Fax. 03 87 37 57 08
www.cg57.fr